



Organisation Non Gouvernementale ayant Statut spécial à l'ECOSOC aux Nations Unies, membre observateur à la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) de l'Union Africaine

COMMUNIQUE DE PRESSE

LIBERATION IMMEDIATE ET SANS CONDITION DES RESPONSABLES AU NOM DU PROCESSUS DE PAIX EN CASAMANCE

Depuis quelques temps le Gouvernement Gambien procède à l'arrestation systématique de responsables de l'aile politique et militaire du MFDC et tout particulièrement les membres du Front nord. Après l'arrestation de MM. **Alexandre Djiba** et de son tuteur, **Ismaila Magne Diémé, Kamouhé Diatta** et **Assambane Diatta, Abdoulaye Diédhiou**, successeur de Sidy Badji à la tête du Front nord du MFDC vient d'être arrêté à son tour, le Jeudi 22 Février 2007.

Ils sont tous soupçonnés d'être complices du coup d'État manqué de l'ex Chef d'État Major, M. Samba Ndouré Cham contre le Président Yahya Jammeh, sans que des preuves tangibles de leur implication ne soient établies.

Les responsables du MFDC en ce qui les concerne, démentent formellement toute complicité dans ce coup d'État.

La **Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme (RADDHO)** :

- **Exprime** sa vive préoccupation par rapport à l'attitude de la Gambie, un pays censé joué un rôle de facilitateur dans le conflit casamançais et qui agit comme partie au conflit. En procédant à des arrestations systématiques et arbitraires des responsables du MFDC, ce qui ressemble à s'y méprendre, à une décapitation du mouvement, le Gouvernement gambien prive le Sénégal d'interlocuteurs crédibles pour négocier une paix durable en Casamance ;
- **Exige** la libération immédiate et sans condition de tous les leaders du MFDC détenus arbitrairement par le Gouvernement gambiens ; en raison du processus de paix en Casamance ;
- **Invite** le Gouvernement du Sénégal à engager dans les meilleurs délais, des initiatives diplomatiques de nature à faire libérer immédiatement les leaders du MDFC pour garantir les chances d'une paix durable en Casamance ;
- **Appelle** la CEDEAO à mettre en œuvre les mécanismes de prévention de médiation et de gestion des conflits et à prendre toute initiative de nature à faire libérer les détenus du MFDC et à faciliter la paix durable en Casamance.

Fait à Dakar, le 28 Février 2007

Le Secrétariat Général